

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 241 du 30.04

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Site de la Solidarité socialiste : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

1 Médias

1-1 Robert Ménard accepte un chèque de 100 000 dollars de la part du régime fasciste de Taïwan.

1-2 Benny Morris dit qu'il a toujours été sioniste.

1-3 CAPJPO-EuroPalestine présente : "Les nouveaux désinformateurs".

2 Les brèves

2-1 Le gouvernement britannique accusé de complicité avec Israël.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Silvia Cattori : Palestine - La diplomatie suisse doit défendre le droit international.

3-2 Al-Quds : Nettoyage ethnique et la judaïsation rampante.

3-3 Point de vue de Amira Hass : Prisonniers vs criminels.

3-4 Dossier de Alison Weir : Fouilles à nu sur les femmes et les enfants.

3-5 Point de vue de Salam Fayyad : Les Palestiniens ne veulent pas être une nation de mendiants.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 Des cas d'antisémitisme dans l'armée israélienne.

4-2 Rim al-Khatib : Quand l'Etat sioniste ne supporte plus les témoins de ses crimes.

1 Médias/Vidéos

1-1 Robert Ménard accepte un chèque de 100 000 dollars de la part du régime fasciste de Taïwan.

Aucun organe de la presse français ne l'a publié et n'est pas prêt de le publier, mais par contre la presse de Taïwan l'annonce à grand bruit : Robert Ménard, fondateur et secrétaire général à vie de Reporters Sans Frontière (RSF) a accepté de recevoir un prix doté de 100 000 dollars de la part d'une nation bien connue en Amérique Latine pour son appui inconditionnel aux régimes de droite les plus réactionnaires : Taïwan

Le 28 janvier, Robert Ménard a fait le voyage jusqu'au pays de Chang Kai Shek pour y recevoir son prix des mains du président taïwanais en personne, Chen Shui-bian, qui agissait au nom de la Fondation Taïwanaise pour la Démocratie, un organisme paragouvernemental fondé il y a un an pour engraisser les associés étrangers de ce bastion de l'extrême droite internationale.

En acceptant son prix et le chèque qui va avec, Ménard s'est engagé à créer un site web pour continuer d'attaquer la République Populaire de Chine contre laquelle RSF depuis plusieurs années. Il n'y a aucun doute que plusieurs virements bancaires ont eu lieu entre Taïpeh et Paris, le groupe français patronné - comme Ménard a été contraint de le reconnaître – par la National Endowment for Democracy et le International Republican Institute, sans compter d'autres sources de financement occultes en provenance de la droite européenne.

Par ailleurs le patron de RSF ne peut pas ignorer que le président taïwanais Chen Shui-bian est la cible d'accusations de corruption et de falsification et qu'il échappe à la prison à cause de l'immunité dont il bénéficie face à des poursuites judiciaires. Son épouse, Wu Shui-Chen, est également accusée de corruption dans le cadre d'une grande enquête sur plusieurs détournements de fonds au sein du parti Démocrate Progressiste (actuellement au pouvoir).

Selon une étude sur Taïwan publiée sur Internet par le sociologue José Antonio Egido, « le gouvernement taïwanais poursuit la politique anticommuniste de ses prédécesseurs comme le prouve le soutien politique et sûrement aussi financier que fournit l'officielle officine taïwanaise « Fondation pour la Démocratie » à l'opposition contre-révolutionnaire cubaine ».

Taiwan est devenu, au fil des ans, un véritable nid de l'anticommunisme, bâti et couvé par les Etats-Unis. Aux dires de l'expert, « pour ce régime, la corruption et la subornation ne sont pas seulement des pratiques de politique extérieure, mais sont un héritage de la Chine de Chang Kai Shek qu'il s'efforce de perpétuer ».

Visiblement enchanté de se retrouver en compagnie de si généreux admirateurs, Robert Ménard a fait l'éloge du régime de Taiwan : « le meilleur exemple de démocratie en Asie », nous informe Taiwan-Info, un site web du Ministère de l'Information de l'île asiatique.

JEAN-GUY ALLARD

28 Avril 2007

1-2 Benny Morris dit qu'il a toujours été sioniste.

Les gens se sont mépris quand ils l'ont catalogué de post-sioniste, et quand ils ont cru que son étude historique sur la naissance du problème des réfugiés palestiniens était destinée à mettre à mal l'entreprise sioniste.

Nonsense, dit Morris, c'est absolument sans fondement.

Certains lecteurs ont simplement mal lu mon livre. Ils ne l'ont pas lu avec le même détachement, la même neutralité morale que j'ai mis à l'écrire.

Aussi en sont-ils arrivés à la conclusion erronée que, quand Morris décrit les faits les plus cruels que le mouvement sioniste a perpétrés en 1948, il les condamne vraiment, que quand il décrit les opérations d'expulsion à large échelle il les dénonce.

Ils n'ont pas compris qu'en fait le grand documentariste des péchés du sionisme s'identifie avec ces péchés.

Et qu'il pense que certains d'entre eux, au moins, étaient inévitables.

Il y a deux ans, des voix différentes ont commencé à se faire entendre.

L'historien qui était considéré comme un radical de gauche soutenait tout d'un coup qu'Israël n'avait personne à qui parler.

Le chercheur qui s'était vu accusé de détester Israël {et fut boycotté par une université israélienne} a commencé à publier des articles en faveur d'Israël dans un journal anglais, The Guardian.

Et tandis que le citoyen Morris se révélait n'être pas une colombe si blanche que ça, l'historien Morris a continué à travailler sur la traduction en hébreu de son énorme travail : «Righteous victims - R Zionist-Arab Conflict 1881-2001 » (Victimes : Une histoire du conflit sioniste-arabe 1881-2001) qu'il a écrit dans un style dépassé, façon recherche de la paix.

Et en même temps, l'historien Morris a augmenté la nouvelle version de son livre sur le problème des réfugiés, ce qui va renforcer la position de ceux qui exècrent Israël.

C'est que au cours des deux dernières années le citoyen Morris et l'historien Morris ont travaillé comme s'il n'y avait pas de lien entre eux, comme si l'un essayait de sauver ce que l'autre s'efforçait de faire disparaître.

Morris serait-il effrayé des implications politiques pour aujourd'hui de son étude historique ?

N'a-t-il pas peur de contribuer à ce qu'Israël soit en passe de devenir un Etat paria ?

Après un court moment de dérobage, Morris admet qu'il éprouve cette peur. Parfois il a vraiment peur. Parfois il se demande ce qu'il a fait.

Il est petit, rond, et très vif. Fils d'immigrants venus d'Angleterre, il est né dans le kibboutz d'Ein Hahoresht et a appartenu au mouvement de jeunesse de l'Hashomer Hatzair, mouvement de gauche.

Dans le passé il a été reporter au Jerusalem Post, et a refusé de faire son service militaire dans les territoires.

Maintenant il enseigne l'histoire à l'université Ben-Gourion de Be'er Sheva dans le Negev.

Mais assis dans son fauteuil dans son appartement de Jérusalem, il ne se drape pas dans la toge de l'universitaire prudent.

Loin de là : Morris crache ses mots, rapidement et énergiquement, et parfois les envoie en anglais. Il ne réfléchit pas deux fois avant de sortir ses plus choquantes déclarations, qui sont tout sauf politiquement correctes.

Il décrit avec désinvolture d'horribles crimes de guerre, dépeint des visions d'apocalypse le sourire aux lèvres.

Il donne à l'observateur l'impression que cet individu agité, qui de ses propres mains a ouvert la boîte de Pandore du sionisme, a toujours des difficultés à se colleter avec ce qu'il y a trouvé, toujours des difficultés à s'arranger de ses contradictions internes qui sont son destin, et notre destin à tous.

Point de vue de Ari Shavit

1-3 CAPJPO-EuroPalestine présente : "Les nouveaux désinformateurs".

Le Moyen-Orient, tout le monde y pense mais personne n'en parle" : c'est ainsi que répondaient dernièrement à des journalistes, étonnés par une campagne présidentielle aphone, les conseillers en communication de divers candidats.

CENSURE GENERALISEE

Il ne fait pas bon de critiquer la politique israélienne en Palestine et au Moyen-Orient dont, pourtant, les incroyables dégâts se font de plus en plus sentir et menacent directement la paix dans le monde ... Une armada d'intellectuels, de politiques, de journalistes, d'artistes traquent la moindre parole qui pourrait remettre en cause le mythe savamment entretenu : "Les arabes attaquent, Israël se défend" justifiant ainsi toutes les exactions et le silence complice des défenseurs des droits de l'homme ... même en contradiction étrange avec leurs idéaux. Leur plus efficace stratégie ? Orchestrer des campagnes de dénigrement envers les contrevenants avec pour principal outils magique le mot "Antisémitisme" liquéfiant ainsi littéralement les personnes visées. D'autres stratagèmes sont également couramment utilisés : menaces physiques, vandalisme des lieux de discussion, descente armée des milices ... sans que pratiquement jamais, la police n'intervienne ou que la presse n'en parle !!!

MAIS PIRE QUE LA CENSURE, L'AUTO-CENSURE ...

Emissions télévisées partiales, intervenants triés sur le volet et néanmoins pareils à des clones allant dans la même direction, salles refusées, débats interdits, reportages "oubliés" dans les tiroirs. Dans le même temps, les discours anti arabo-musulmans et noirs sont devenus monnaie courante dans les médias d'autant qu'ils sont colportés par des élites "irréprochables". Et que dire des discussions entre militants ou amis qui tournent très vite, dès que les bornes correctes sont dépassées, à la suspicion à peine voilée ...

C'est ainsi que le lambda moyen a fini par intégrer (tels des réflexes conditionnés) le discours correctement admis des élites dominantes sur ce sujet mais qui ne répond en rien à la réalité du terrain. Réalités, qui en Palestine, par exemple, prend la forme d'un quasi nazisme et qui a laissé aux mains de l'armée israélienne (la plus aguerrie au monde) une population sans défense, affamée, emmurée. Humiliée et ceci sans que les grandes consciences occidentales des droits de l'homme, pour une fois quasi-silencieuses, prennent la mesure de l'extrême danger de cette situation. Plus personne n'ose donc critiquer Israël tel qu'il le mériterait ce qui a pour principal intérêt d'éviter la formation d'un mouvement citoyens comme on en avait connu pour le Vietnam, le mur de Berlin ou encore l'Apartheid et de protéger ainsi la politique de colonisation de cet Etat. On continue donc de considérer Israël comme la "Seule démocratie du Moyen-Orient", à organiser des partenariats entre Conseils Régionaux, des échanges universitaires et économiques, des voyages culturels ... comme si de rien n'était ...

"Les nouveaux désinformateurs" présentés jeudi par Guillaume Weil-Reynal à la Librairie Résistances

L'art et la manière de manipuler les esprits, d'annihiler l'expression de toute pensée critique en France, c'est ce qu'analyse Guillaume Weill-Raynal dans son livre, "Les Nouveaux Désinformateurs", qu'il présentera jeudi soir à la Librairie Résistances à Paris.

La France ou les Français sont trop frondeurs ou "critiques" : l'Irak, le NON au traité sur la constitution européenne, l'anti-Bushisme, les sympathies pour la cause palestinienne... Tout cela est très gênant et il faut remettre de "l'ordre" et faire rentrer dans le rang ces symboles de l'"hétérodoxie".

Guillaume Weill-Raynal, avocat au barreau de Paris, montre dans son nouveau livre "Les Nouveaux désinformateurs", les différentes méthodes utilisées par une "armada de petits clercs" pour manipuler les consciences, pour "stigmatiser les esprits incorrects" et brouiller les débats.

Observateur attentif des développements politiques mondiaux, et plus particulièrement de leur traduction sur la scène médiatique française, il a déjà publié, en 2005, "Une haine imaginaire", relatant les procès en sorcellerie intentés par diverses officines sionistes à des journalistes et médias accusés d'antisémitisme.

Le mode opératoire de la "nouvelle désinformation" peut donc s'écrire ainsi : quiconque formule des critiques, aussi rationnelles soient-elles, sur la politique des Etats-Unis ou d'Israël, est un propagateur d'une nouvelle version du Protocole des Sages de Sion, et on a alors raison de le faire taire.

Avec ses "Nouveaux Désinformateurs", Guillaume Weill-Reynal entend apporter un éclairage sur l'intimité des mécanismes permettant, à ceux qui en ont les moyens (à savoir, un quasi-monopole des médias et du temps de parole qui va avec), d'abolir purement et simplement la pensée critique.

Il passe au crible plusieurs exemples de désinformation, comme "le cas Enderlin", du nom de ce journaliste de France 2 ciblé pendant des années par des officines pro-israéliennes parce qu'il avait fait un reportage sur la mort d'un enfant palestinien victime de tirs israéliens.

Il s'attaque également à "la théorie du complot" et à ses effets bénéfiques pour les néo-cons, notamment la thèse de l'"imposture" concernant le 11 septembre 2001, suggérant qu'aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone à Washington, et qu'en conséquence, les destructions de l'immeuble montrées au monde entier à la télévision auraient pu être le fait d'un missile tiré par l'armée américaine elle-même.

Guillaume Weill-Reynal décortique par ailleurs le scandale de "l'affaire Redeker", vaste opération d'intox qui a largement servi, l'an dernier en France, à la légitimation du racisme anti-musulman.

(Les nouveaux désinformateurs, de Guillaume Weill-Reynal -224 pages. Editions Armand Colin.)

Librairie Résistances : 4 Villa Compont. 75017 Paris. M° Guy Môquet. <http://www.librairie-resistances.com>

Conférence-Débat animée par Guillaume Weill-Raynal jeudi 26 avril 2007 à partir de 19 H 30.

CAPJPO-EuroPalestine

2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le gouvernement britannique accusé de complicité avec Israël.

Le gouvernement britannique est inculpé de complicité avec les autorités israéliennes elles-mêmes accusées de violations graves sur les droits du peuple palestinien.

La plainte concerne les exportations d'armes de la Grande-Bretagne vers Israël durant l'occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est en 1967.

Le directeur d'Al Haq, ONG palestinienne oeuvrant dans le domaine des droits humains, a annoncé vendredi que les juges de la Haute Cour de justice de Londres avaient accepté d'examiner le cas.

La décision de l'autorité judiciaire devrait tomber d'ici la fin juillet.

En juillet 2004, la Cour internationale de justice de La Haye avait conclu que la construction du mur israélien à l'intérieur des territoires occupés violait les lois internationales.

PNN

27.04.07

<http://french.pnn.ps/index.php?option=>

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Silvia Cattori : Palestine - La diplomatie suisse doit défendre le droit international.

Les propos tenus par la présidente de la Confédération helvétique Micheline Calmy Rey, à Genève le 26 avril 2007, en présence du président palestinien Mahmoud Abbas, lors de l'inauguration de l'exposition *Gaza à la croisée des civilisations*, ne sont-ils pas susceptibles d'accréditer une vision totalement biaisée de la réalité ? Quand Mme Calmy-Rey déclare : «*La Suisse déplore la reprise de la violence dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, elle invite les parties à poursuivre dans la voie du dialogue et à s'abstenir de toute action fragilisant le cessez-le-feu à Gaza*», ne met-elle pas volontairement le bourreau et la victime sur le même plan, comme s'il s'agissait d'une guerre entre deux Etats alors qu'il s'agit d'une guerre menée par un Etat colonial militairement et économiquement fort, Israël, contre un peuple, les Palestiniens, totalement démunis, qui n'a ni Etat ni aucun moyen de se défendre ?

Pourquoi cette manière symétrique de présenter des situations qui sont asymétriques ?

Pourquoi ce déni d'une situation terriblement injuste et déséquilibrée pour les Palestiniens ?

Depuis la trêve conclue en novembre 2006, Israël a mené 600 opérations militaires, tué, blessé, kidnappé des centaines de civils palestiniens.

En écoutant Mme Calmy Rey, je me suis souvenue des réflexions du professeur Bertrand Badie (1), au sujet de ce discours des politiques qui «*étonnait beaucoup quand on parle du conflit israélo-palestinien et qui consiste à dire : il faut que chacun fasse preuve de bonne volonté. Il faut que chacun y mette du sien. Il faut que chacun*

fasse un pas vers l'autre. Il faut, d'une part qu'Israël soit plus modéré, mais il faut aussi que les Palestiniens renoncent à la violence (...) On ne peut pas demander la même chose, en grammaire des relations internationales, si vous me permettez l'expression, à un Etat, et à un non-Etat. On ne peut pas demander la même chose à quelqu'un qui a tout et à quelqu'un qui n'a rien. Et ceci est extraordinairement dangereux. Car c'est une source de violence, de radicalisation de la violence, qui est fort préoccupante »

Le rôle de la Suisse, détentrice des Conventions de Genève, ne serait-il pas de dire le vrai, d'éviter d'accréditer cette fausse symétrie, d'exiger avant toutes choses le respect de ces Conventions par la puissance occupante, et le respect des nombreuses résolutions de l'ONU exigeant, notamment, le retrait d'Israël des territoires occupés ? Mme Calmy-Rey a également déclaré avoir « discuté de la manière d'intégrer l'Initiative de Genève dans le cadre du plan de paix de la Ligue arabe » avec M. Abbas. En réalité cette Initiative de Genève, baptisée également Accord de Genève, et présentée en 2003 comme un tournant historique, est construite sur la structure des Accords d'OSLO qui ont prouvé qu'aucune initiative de paix ne peut aboutir tant que l'occupation se maintient, et que l'on ne peut décemment demander à des gens qui sont sous occupation de faire des concessions et négocier d'égal à égal avec l'occupant.

L'Initiative de Genève, est -tout comme la Feuille de route et toutes les initiatives qui l'ont précédée- basée sur un rapport de force qui vise à faire accepter aux victimes palestiniennes ce qu'Israël n'est jamais parvenu à leur imposer par la force. Elle contredit au surplus les principes du droit au retour des réfugiés palestiniens reconnus par la Résolution 194 de l'ONU, et n'est donc pas conforme aux principes d'équité et aux règles du droit international.

Au moment où les Palestiniens vivent dans des conditions de plus en plus catastrophiques, au moment où de larges secteurs de la population, sans revenus, souffrent de malnutrition, au moment où Israël multiplie les opérations militaires sanglantes contre des civils, ne devrait-on pas s'attendre à ce que la diplomatie suisse s'attache -si elle entend aider les Palestiniens et ne pas ajouter plus de frustrations et d'humiliations- à obtenir de la part de l'Union européenne la fin du boycott économique, et le respect du droit international de la part d'Israël, plutôt que de continuer à bercer les gens d'illusions avec cette Initiative de Genève qu'elle avait imprudemment initiée et qu'elle continue de patronner ?

L'annonce qui vient d'être faite, d'une prochaine venue en Suisse du premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh, serait-elle le signe que la Suisse entend, désormais, donner l'exemple en brisant le boycott des membres du Hamas démocratiquement élus ?

1) Conférence donnée à l'Institut d'Etudes Politiques par M. Badie, professeur à Sciences PO-Paris, le 19 janvier 2004

Silvia Cattori.

27 avril 2007.

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=6695&type=analyse&lesujet=Initiatives%20de%20Paix>

3-2 Al-Quds : Nettoyage ethnique et la judaïsation rampante.

Sheikh Tamimi : al-Quds subit un massacre civilisationnel et une épuration ethnique unique dans l'histoire du monde

L'occupant vise un bâtiment historique, vieux de 8 siècles, dans la ville d'al-Quds

Sheikh Tayseer Tamimi, juge suprême de la Palestine et président du conseil supérieur de la magistrature légale, a déclaré que la ville occupée d'al-Quds est en train de subir "un massacre civilisationnel et une épuration ethnique unique dans l'histoire humaine".

"Les crimes commis par les autorités de l'occupation contre les lieux saints de la ville bénie d'al-Quds et le massacre civilisationnel sont un terrorisme organisé d'Etat et une violation flagrante des coutumes et des traités internationaux.

Dans une déclaration de presse, il a souligné que les attaques enragées contre la ville d'al-Quds se sont multipliées ces derniers temps, faisant porter à l'occupation toute la responsabilité de ses crimes actuels. Il a poursuivi, disant : les autorités de l'occupation veulent détruire le bâtiment historique du haut conseil musulman dans la ville d'al-Quds, ce qui est en opposition totale avec les lois internationales. Non seulement l'occupant commet ses crimes contre le peuple palestinien et ses lieux saints, mais il s'attaque aussi aux morts et aux pierres. Le terrorisme des autorités de l'occupation a atteint un tel niveau qu'il n'est plus possible de se taire, demandant la tenue d'une conférence islamique rapide pour prendre des mesures contre la violation des lieux saints par l'occupant.

Sheikh Ikrima Sabri, président du haut conseil musulman, a dévoilé le 25 avril l'intention des autorités de l'occupation de détruire ce bâtiment, situé dans la partie occidentale de la ville, sur une terre du Waqf musulman, face au cimetière Ma'manullah. Il a jugé que cette nouvelle provocation sioniste indique la volonté de l'occupation de détruire tout ce qui touche à la civilisation arabo-musulmane et à l'histoire de la ville occupée d'al-Quds.

Il a considéré les lois sionistes, qui considèrent ce bâtiment historique "bien des absents" sont illégales, non reconnues et contraires aux lois internationales, affirmant que la qualité de waqf de ce bâtiment ne se perd pas au fil du temps et n'accorde aucune légalité à ceux qui agressent les awqâf islamiques.

Il a indiqué que "toutes les terres et les terrains du waqf musulmans, dans toute la Palestine, sont des biens musulmans, et c'est un droit qui demeure jusqu'à l'éternité".

Sheikh Ikrima a dénoncé cette "politique de destruction systématique du patrimoine et de la civilisation arabo-musulmane de la ville occupée d'al-Quds, et a appelé à la cessation immédiate de tous les travaux israéliens à la porte al-Maghâriba, le cimetière Ma'manullah et au siège du haut conseil islamique et autres lieux et biens

musulmans.

Dans un communiqué de la fondation al-Aqsa, celle-ci explique que les autorités israéliennes ont commencé le dimanche dernier à détruire, par des bulldozers, l'un des plus beaux sites civilisationnels dans la ville d'al-Quds, qui est le bâtiment du haut conseil islamique qui, malgré son occupation il y a 59 ans, est resté témoin de la splendeur de la civilisation musulmane et de l'arabité d'al-Quds. De plus, l'architecture de ce bâtiment rappelle à plus d'un titre les palais andalous de Grenade.

"Nous avons organisé une visite de terrain pour les différents lieux saints et lieux appartenant aux awqâf, et nous avons découvert que les bulldozers sionistes ont commencé par détruire des parties du bâtiment.

Ce bâtiment, occupé en 1948, a été considéré comme faisant partie des "biens des absents" et fut confisqué. Il fut utilisé pendant de longues années comme siège du ministère de l'industrie sioniste, jusqu'en 2003, où ce sont des institutions privées qui ont mis la main dessus avant d'être acheté par un juif millionnaire américain.

Finalement, il a été décidé que le bâtiment et la surface qui l'entoure seront transformés en appartements de luxe près de la ville ancienne, dans le cadre d'un projet appelé Mamilla (Ma'manullah = le nom du quartier palestinien et du cimetière) qui encercle les murs de l'ancienne ville.

Le conseil islamique réclame la cessation de la profanation du cimetière Ma'manullah

L'ensemble des institutions musulmanes palestiniennes ont réclamé la cessation de tous les travaux sionistes profanateurs dans le cimetière Ma'manullah, dans la partie occidentale de la ville d'al-Quds. Elles ont appelé à une mobilisation internationale pour la protection du patrimoine musulman menacé.

L'occupant détruit une maison dans le quartier d'At-Tur à al-Quds

Les bulldozers de l'occupation ont détruit le mercredi matin une maison dans le quartier Jabal el-Zeytoun - At-Tur, à proximité de l'ancienne ville, sous prétexte que la maison n'avait pas d'autorisation de construire. La maison appartient à Nawwaf Muhammad Shalalde, qui y abrite 9 personnes.

Il faut rappeler que les habitants d'al-Quds sont obligés de construire sans permis à cause des conditions impossibles posées par la municipalité de l'occupation. De plus, il s'agit d'un territoire occupé et toutes les lois israéliennes qui y ont cours sont illégales, aux yeux du droit international.

Sheikh Raed Salah : Nous resterons malgré toutes les menaces

Sheikh Raed Salah, président du mouvement islamique de l'intérieur, a affirmé que les pratiques et les menaces de l'occupation, qui détruisent les bâtiments musulmans depuis l'occupation, ne font que pousser les Palestiniens à s'accrocher à leur terre et à leurs villes, y compris Jerusalem, al-Quds. Dans une conférence de presse de la fondation al-Aqsa pour les lieux saints, sheikh Raed Salah a déclaré : "Nous resterons malgré les forces armées de l'occupation sioniste, malgré ses armes qui n'ont pas hésité à chasser des centaines de Palestiniens du quartier Bab al-Maghariba, au cours de la décennie qui a suivi l'occupation de 1967. Il faut que le monde entier comprenne que cette mosquée est la nôtre (parlant de la mosquée al-Aqsa) et il n'y a aucune place pour leur prétendu temple. Le mur occidental de la mosquée al-Aqsa est le mur al-Bouraq, et non le mur d'un prétendu temple, et nous affirmons que la mosquée al-Aqsa est islamique, arabe, palestinienne, et qu'elle se maintiendra face à l'occupation, comme elle s'est maintenue face aux croisés et aux Tatars, il y a longtemps. Elle se maintiendra plus forte que tous leurs moyens de destruction et leurs armes meurtrières.

C'est à l'occasion de l'inauguration d'une exposition sur les lieux saints, 40 ans après l'occupation, que Sheikh Raed Salah a tenu ce discours, ajoutant que la fondation al-Aqsa vise à faire tourner cette exposition et ces photos dans le monde, et souhaite que les pays arabes lui ouvrent la porte.

Il a indiqué que "le crime de la destruction de la porte al-Maghâriba a commencé dès l'occupation et ne s'est pas arrêtée, alors qu'il s'agit d'un lieu civilisationnel, historique, religieux. Ils poursuivent leur destruction. Tous les jours, de nouveaux crimes contre les lieux sacrés et historiques sont commis. Pendant que l'institution israélienne poursuit ses travaux de destruction, les groupes extrémistes juifs pénètrent dans la mosquée, provoquent les musulmans, ils ont essayé récemment de faire entrer des moutons, disant qu'ils en avaient besoin pour leurs prières, mais ils ne font ni prières, ni actes pieux, ils provoquent. Ils ont essayé de coller les "10 commandements" sur les murs de la mosquée, sur la porte al-Maghâriba", ajoutant: "De nombreux gardiens de la mosquée al-Aqsa ont essayé de défendre la mosquée, rien que par leurs corps, car ils ont la foi et la détermination et sont sûrs de notre droit arabe et musulman sur la mosquée. C'est pourquoi ils ont été agressés, blessés, ils sont actuellement dans les hôpitaux, certains ont même été interdits par l'institution israélienne de s'approcher pour des jours ou des semaines, de la mosquée al-Aqsa."

"Nous assistons à des moments décisifs, il ne nous suffit plus de nous désoler du silence arabe et musulman, il nous faut mettre un plan stratégique clair pour défendre la mosquée al-Aqsa et la ville d'al-Quds. Il faut que nous nous partagions, avec les familles de la ville, la défense et la protection de la mosquée, à tour de rôle, avec le renforcement de nos programmes de visite régulière que la fondation al-Aqsa entreprend. Vous êtes plus forts que des dizaines d'armées qui nous regardent, en ces instants décisifs, mais nous pouvons faire face à ces minables extrémistes qui veulent créer des faits accomplis comme ils l'ont fait dans al-Haram al-Ibrâhîmî dans la ville d'al-Khalil, où un massacre a failli avoir lieu, lorsqu'un colon armé s'est tenu devant la porte à la sortie des fidèles de la mosquée. Sans l'intervention de plusieurs hommes courageux qui ont désarmé ce colon, le massacre aurait eu lieu. Sheikh Raed Salah a vivement remercié les familles qui ont participé au sit-in qu'il organise depuis plus de deux mois, dans le quartier wadi al-Joz, et notamment la famille al Hilwâni, qui a été menacée plusieurs fois par l'institution sioniste pour avoir accueilli le sit-in sur le toit de sa maison.

De son côté, sheikh Ikrima Sabri (qui vient d'être interdit de sortir du pays pour se diriger en Russie, par l'institution israélienne) a déclaré: "l'exposition "Nous resterons" montre l'histoire du quartier al-Magghâriba depuis

l'occupation et les changements intervenus pour transformer et supprimer ce lieu.. Cette exposition indique comment l'occupant essaie d'effacer notre civilisation et notre histoire, ces images témoignent des souffrances subies par les régions occupées d'une manière générale, et des lieux saints plus particulièrement". Il a affirmé que les "autorités israéliennes poursuivent leurs agressions, défiant toutes les lois internationales, mais nous disons que ce n'est pas en supprimant les bâtiments qu'ils suppriment nos droits et nos awqâf (biens communautaires), le quartier restera musulman, malgré toutes les agressions qu'il subit", ajoutant : "Nous ne pouvons protéger nos lieux saints que par le départ de l'occupation, et nous affirmons nos droits légaux sur la porte al-Maghâriba et tous les lieux saints musulmans".

Quant à Adnan al-Hussayni, membre du haut conseil islamique et ancien directeur de l'administration des Awqâf, il a rappelé que "la bataille d'al-Quds a commencé par la porte al-Maghâriba, où les autorités israéliennes ont confisqué, après son occupation, 116 dunums des 900 dunums qui le composent. Le fait de confisquer la porte d'al-Maghâriba en prenant ses clefs, en 1967, vise l'ensemble de la mosquée. Il a regretté que la destruction du monticule historique qui jouxte la porte, travaux qui ont suscité la colère et la mobilisation actuelle, se poursuivent sans que le monde arabo-musulman ne s'en inquiète, car ces agressions, a-t-il ajouté, touchent à notre foi, à notre existence dans la ville.

Sources [Cirepal](#)

29 Avril 2007

Traduction : Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

Nadine Ghys

« Dans le rêve de l'homme qui rêvait, le rêvé s'éveilla. »

Jorge Luis Borges, *Fictions*, NRF Gallimard, 1973

3-3 Point de vue de Amira Hass : Prisonniers vs criminels.

Les rassemblements de soutien aux soldats enlevés et à leurs familles, comme moyen de pression sur la classe politique, suggèrent une saine évolution : le public israélien met donc en doute les motivations et la capacité du gouvernement Olmert pour tout ce qui a trait à la libération des trois prisonniers. Il fut un temps où la foi dans le souci du milieu politique pour le sort des prisonniers de guerre était absolue.

Mais le doute ne suffit pas, tout comme il ne suffit pas d'organiser des rassemblements.

Même si les derniers rapports donnés par les médias sont vrais, qui parlent à nouveau d'un progrès dans les négociations en vue de la libération de Gilad Shalit, le discours dominant dans ces médias est celui de la Défense et du gouvernement – ceux-là même qui ont échoué dans leur mission de libération et ont conduit à deux offensives militaires sanglantes, sous le prétexte habituel de la lutte contre le terrorisme. L'une contre la Bande de Gaza et ses civils, et l'autre contre le Liban et ses civils.

Les coups portés aux Palestiniens armés et au Hezbollah sont rendus dérisoires par le bilan des victimes civiles – les tués et les blessés de Gaza et du Liban – et les atteintes aux infrastructures civiles. Ces offensives ont seulement éloigné les espoirs de libération et ajouté des mois de souffrances à ceux qui ont été enlevés et à leurs familles.

Ce sont la Défense et le gouvernement qui ont, à longueur d'années, forgé les axiomes qui prévalent en Israël à l'égard des prisonniers palestiniens. Un premier axiome veut que tout prisonnier de sécurité palestinien est un criminel. Même durant la période Oslo, Israël ne s'est pas libéré de cette définition et n'a pas reconnu les Palestiniens comme des prisonniers dont la libération ferait partie intégrante d'un processus de paix. Israël en a, il vrai, libéré des milliers et des milliers, mais il l'a fait au titre de geste du camp dominant. Il s'est également illustré par une attitude raciste en libérant des gens condamnés pour le meurtre de collaborateurs palestiniens, mais en ne libérant pas ceux qui avaient été condamnés pour avoir assassiné ou blessé des Juifs (dont des soldats).

C'est ainsi qu'aujourd'hui encore sont détenus en Israël près de 400 Palestiniens condamnés pour des crimes (définis comme tels par le code de lois de l'occupant) commis avant la signature de l'accord Gaza-Jéricho (en mai 1994). Les responsables de ces prisonniers – de Yasser Arafat à Mohamed Dahlan en passant par Yasser Abed Rabbo – ont passé des heures et des heures à des pourparlers et à des cocktails avec des représentants israéliens. Mais leurs subordonnés sont censés payer jusqu'au dernier jour de leur peine (de plusieurs dizaines d'années) ou rester en prison à perpétuité, ce qui contraste scandaleusement avec le sort des prisonniers juifs – en particulier des colons – qui ont été condamnés pour meurtre « sur fond de nationalisme » et sont rapidement libérés après remise de peine.

Il en est parmi les prisonniers palestiniens qui sont atteints de maladies graves, mais, vindicatif, le système israélien refuse de les libérer. Les familles de la majorité des prisonniers n'ont pas été autorisées à leur rendre visite pendant de longues périodes. Tous – et cela aussi est un axiome – font l'objet de discriminations quant à leurs conditions de détention, en comparaison avec les détenus juifs.

Depuis la signature des accords d'Oslo, de nombreux Israéliens dénie le fait qu'ils sont citoyens d'un Etat occupant et ils définissent l'actuelle Intifada comme une guerre qui aurait été déclarée par le fictif « Etat de Palestine ». Mais en dépit du fait qu'on la définit comme une guerre, un axiome largement répandu tient que les Palestiniens sont toujours des « terroristes » – même lorsqu'ils agissent contre des soldats et non contre des civils. Cet axiome a son propre axiome jumeau qui veut qu'il n'y ait de « soldats » que de notre côté, même quand ils sont envoyés pour opérer contre une population civile sous occupation.

Le dénominateur commun de ces axiomes est la distinction entre un sang et un autre sang, entre tel être humain et tel autre. Le Juif vaut toujours plus, beaucoup plus – quand il est victime, quand il est soldat, quand il est

prisonnier. Cette distinction qui est faite joue un rôle non négligeable dans le soutien palestinien à la tactique de l'enlèvement. Si la raison politique, la négociation diplomatique et la conception d'une égalité de base n'ont pas conduit à la libération de prisonniers palestiniens, l'enlèvement d'Israéliens le fera. C'est un fait : il n'y a que quand des soldats sont enlevés qu'on se souvient en Israël de l'existence des prisonniers palestiniens et libanais. Mais les rassemblements de soutien aux prisonniers ne contestent pas ces axiomes et ils en restent au statut de rituels destinés à plaire à ceux qui organisent ces rituels.

Amira Hass

Haaretz, 11 avril 2007

www.haaretz.co.il/hasite/spages/847060.html

Version anglaise : **Prisoners or criminals ?** –

www.haaretz.com/hasen/spages/847289.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-4 Dossier de Alison Weir : Fouilles à nu sur les femmes et les enfants.

Les fonctionnaires israéliens ont régulièrement fouillé à nu les enfants pendant des décennies, dont certains d'entre eux sont des citoyens américains.

Alors que les organisations qui se concentrent sur Israël-Palestine sont au courant depuis longtemps que les fonctionnaires israéliens aux frontières fouillent régulièrement à nu les hommes et les femmes, If Americans Knew semble être la première organisation qui ait spécifiquement enquêté sur le sujet.

Au cours de son enquête sur les fouilles des femmes, If Americans Knew a été étonné d'apprendre que les fonctionnaires israéliens fouillaient également à nu des fillettes de 7 ans et même parfois plus jeunes.

Selon les femmes interrogées aux Etats-Unis, en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, les fonctionnaires israéliens aux frontières forcent périodiquement des femmes Chrétiennes et Musulmanes de tous âges à enlever leurs vêtements et à se soumettre à des fouilles.

Dans certains cas, les enfants "sont touchés" par les fonctionnaires israéliens.

Parfois des mères et leurs enfants sont fouillées à nu ensemble, d'autres fois, les petites filles sont enlevées à leurs parents pour être fouillées à nu seules.

Les femmes doivent enlever leurs serviettes hygiéniques avec leurs petites filles à leurs côtés. Parfois les femmes sont fouillées à nu en présence de leurs jeunes fils.

Toutes font part d'un profond sentiment d'humiliation. Beaucoup décrivent en larmes leur sentiment de rabaissement.

"Je me rappelle avoir pleuré et appelé ma mère", dit la journaliste de Gaza, **Laila El-Haddad**, en racontant une expérience qu'elle a vécue lorsqu'elle avait 12 ans, en espérant que sa mère pourrait convaincre le fonctionnaire israélien de l'autoriser à garder ses sous-vêtements. Mais les parents ne peuvent pas protéger leurs enfants, expliquent El-Haddad et d'autres.

"Ils ont des mitrailleuses", explique El-Haddad. "Nous devons juste nous soumettre."

El-Haddad qui a obtenu une maîtrise en Politique à l'Ecole Kennedy d'Harvard pense que l'intention des fouilles à nu est d'humilier les Palestiniens pour qu'ils ne veuillent plus revenir en Palestine.

Une avocate de l'Orégon, **Hala Gores** se souvient avoir été fouillée à nu à l'âge de 10 ans. Sa famille, des Chrétiens palestiniens de Nazareth, quittaient Israël en raison de la discrimination des Israéliens à l'égard des Chrétiens.

Les Gores ne sont jamais revenus dans la maison familiale ancestrale à Nazareth, dit-elle, en partie parce qu'elle ne veut pas revivre l'expérience de n'avoir aucun contrôle sur ce qui lui a été fait.

La politique israélienne semble viser seulement les enfants Chrétiens et Musulmans, et elle est également appliquée à ceux possédant la citoyenneté israélienne et la citoyenneté d'autres pays, y compris des Américains nés aux Etats-Unis. Il n'existe pas de rapports d'enfants juifs fouillés à nu.

La comédienne du New Jersey, **Maysoon Zayid**, décrit avoir été fouillée à nu à l'aéroport Ben Gurion quand elle avait "sept ans, huit et neuf ans" lorsque sa famille se rendait en Palestine pour aller voir leur maison d'origine. Lors de son dernier voyage en juillet 2006, Maysoon, une citoyenne américaine, s'est fait prendre sa serviette hygiénique par des fonctionnaires à l'aéroport Ben Gurion.

Quand la fouille a été terminée, dit-elle, l'officier responsable israélien, Inbal Sharon, a alors refusé de lui rendre sa serviette ou de l'autoriser à en prendre une autre.

Zayid, qui a eu une paralysie cérébrale et était assise dans un fauteuil roulant, a été alors forcée de saigner en public pendant des heures tandis qu'elle attendait son vol.

Zayid, une ancienne présidente de classe et rédactrice d'annuaire à la Cliffs Park High School du New-Jersey connue pour ses comédies habituelles plutôt irrévérencieuses et sa forte personnalité, raconte son histoire en sanglotant de façon incontrôlable.

"Personne n'a rien dit." se souvient-elle. "Il y avait plusieurs femmes, dont la femme qui poussait mon fauteuil roulant, personne n'a dit un mot."

"Quand elle est montée à bord de l'avion", se souvient Zayid, "les hotesses m'ont regardé avec dégoût."

Elle leur a raconté ce qui était arrivé et les hotesses lui ont alors donné certains de leurs propres vêtements pour qu'elle puisse se changer."

En plus de prendre sa serviette hygiénique, les fonctionnaires israéliens ont également confisqué le médicament que Zayid devait prendre pendant le vol. En conséquence, elle a vomi à plusieurs reprises pendant tout le vol qui dure 12 heures.

Zayid, qui a fondé un programme pour les jeunes palestiniens récemment handicapés, dont bon nombre d'entre

eux le sont de façon permanente après avoir été attaqués par les Forces d'Occupation Israéliennes, a été tellement déprimée par la façon dont elle a été traitée qu'elle était déterminée à ne plus jamais y retourner.

"Mais, c'est ce qu'ils veulent," dit-elle, **"ils veulent nous pousser à ne plus vouloir revenir."**

Elle dit qu'elle a déjà prévu de retourner travailler comme volontaire en Cisjordanie.

Les pratiques israéliennes changent et semblent être appliquées de façon aléatoire aussi bien sur des femmes âgées que sur des jeunes enfants.

Parfois des femmes sont emmenées seules dans une pièce et sont laissées nues pendant des heures.

D'autres fois, elles sont fouillées à nu en groupes, leurs vêtements jetés en tas. Quand finalement, elles sont autorisées à se rhabiller, elles expliquent qu'elles doivent fouiller dans le tas de vêtements, nues, pour trouver leurs propres vêtements

Une survivante de l'Holocauste Juif

Bien que cette politique vise en grande partie les femmes et les enfants palestiniens et Palestino-Américains, certains Américains (ndt : et Européens) non-Palestiniens racontent également avoir été soumis à des fouilles à nu par les fonctionnaires israéliens

Hedy Epstein, une habitante de St Louis dont les parents et une partie de sa famille ont péri dans des camps Nazis et dont l'histoire est montrée dans le documentaire récompensé par un Oscar: "Into the Arms of Strangers : Stories of the Kindertransport," raconte avoir été fouillée à nu il y a 3 ans après avoir participé à des manifestations non-violentes en Cisjordanie.

Epstein, qui avait à l'époque 79 ans, raconte qu'elle a été forcée de se pencher pour qu'un fonctionnaire israélien fouille ses parties intimes.

Les fouilles à nu semblent être illégales sous de nombreuses lois. Les Conventions de Genève, dont Israel est signataire, interdisent : *"les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants"* et souligne spécifiquement que *"Les femmes seront particulièrement protégées contre toute attaque à leur honneur..."*

L'article 2 de la Convention sur les droits de l'enfant stipule : *"Aucun enfant ne sera soumis à une interférence arbitraire ou illégale avec son intimité (...)"*

Aux Etats-Unis, une telle politique apparaîtrait comme une violation des lois sur les abus envers les enfants. L'état de l'Utah, par exemple, a défini l'abus envers les enfants comme : *"Une forme de cruauté envers le bien-être physique, moral ou mental d'un enfant."*

L'encyclopédie Encarta définit l'abus envers les enfants comme *"des actes intentionnels qui ont comme conséquence de nuire aux enfants sur le plan physique ou affectif."*

Alors que l'enquête de If Americans Knew se concentrait sur des pratiques concernant les femmes, beaucoup de personnes interrogées ont parlé de fréquentes fouilles à nu aléatoires sur des hommes, y compris sur des citoyens américains, des enfants, et des personnes âgées.

Bien que cette pratique soit souvent appliquée, beaucoup de gens trouvent qu'il est trop humiliant d'en parler.

Un homme d'affaires Chrétien âgé de 68 ans, qui avait été fouillé à nu à l'aéroport Ben Gurion en 2006 avant d'être autorisé à embarquer pour son vol de retour, n'avait jamais parlé de son expérience à sa famille jusqu'à ce qu'il ait appris l'enquête de If Americans Knew.

Il a alors expliqué à sa fille pourquoi il lui avait dit précédemment qu'il ne pourrait plus jamais retourner dans sa maison d'origine, maintenant dans l'Etat d'Israel.

Les Chrétiens, une communauté prospère qui représentait environ 15% de la population de la Palestine avant l'immigration sioniste et la création d'Israel (les Musulmans représentaient 80% et les Juifs 5%), ne représentent plus maintenant sous l'occupation israélienne qu'à peu près 2% de la population totale.

Les porte-parole et les sympathisants israéliens ont été irrités ces derniers mois par le titre d'un livre de l'ancien Président **Jimmy Carter**, **"Palestine : La paix et Non l'Apartheid"**

En réponse, Carter a souligné que "l'Apartheid" israélien qu'il décrit est limité à la Cisjordanie et à Gaza. Beaucoup d'analystes sont en désaccord avec Carter, en fournissant des preuves d'une discrimination omniprésente en Israel même.

Les conclusions de l'enquête réalisée par If Americans Knew montrant qu'Israel a fouillé à nu de façon habituelle les citoyens non-Juifs d'Israel pourrait également démontrer une politique plus large de discrimination de la part des Israéliens.

Puisque les contribuables américains donnent à Israel plus de 8 millions de dollars par jour, le Council for the National Interest, un groupe de pression basé à Washington DC, organise une campagne pour inviter le Congrès à exiger d'Israel qu'il mette fin à cette politique.

"Nous sommes extrêmement contrariés d'apprendre qu'Israel utilise l'argent des contribuables américains pour rabaisser et humilier des femmes et des enfants", a déclaré le Président Eugene Bird de CNI.

"Nous invitons tous les Américains à nous aider dans cette campagne."

L'organisation invite les gens à entrer en contact immédiatement avec leurs représentants au Congrès, et à diffuser la vidéo de If Americans Knew, "Les cibles les plus faciles" aussi largement que possible.

Alison Weir >

28 Avril 2007

contact@ifamericansknew.org

[Voir le reportage sur Google Vidéo – \(en anglais\) - durée : 12 mn 49 s](#)

3-5 Point de vue de Salam Fayyad : Les Palestiniens ne veulent pas être une nation de mendiants.

En tant que Palestinien, il est de mon devoir d'espérer et de travailler sans relâche à ce que les rêves de mon peuple deviennent réalité.

Il y a trois semaines, j'ai été nommé ministre des finances d'un peuple dont l'économie est quasiment en ruines. Début de l'action pour le nouveau gouvernement d'union nationale, né après des mois de négociations tortueuses, dans un contexte de sanctions économiques, de tueries et de misère.

Ce fut une mauvaise année pour une Autorité palestinienne qui se bat pour sa survie. Nos difficultés économiques se sont profondément aggravées pendant cette période, après des élections libres et honnêtes qui ont porté le Hamas au pouvoir. Du fait que le programme politique du Hamas ne convenait pas à certains éléments clés du processus de paix, dont son refus de reconnaître le droit d'Israël à exister et de renoncer à la violence, la communauté internationale a imposé des sanctions à l'Autorité palestinienne.

Bien qu'une bonne part des discussions qui ont précédé la formation du gouvernement d'union aient tourné autour de ces deux engagements, leur validité n'aurait jamais dû être remise en question. Car ils ont été pris en 1993 par l'OLP, représentant légitime du peuple palestinien, dans le cadre d'un accord clair comme de l'eau de roche et contraignant, et aucun gouvernement palestinien ne peut revenir sur ces engagements. En fait, le programme du gouvernement d'union déclare explicitement qu'il honorera tous les engagements pris par l'OLP qui, pour être précis, comprennent ces deux engagements-là.

Je suis quelqu'un qui, depuis longtemps, travaille à la paix et à la réconciliation avec Israël, une paix fondée sur la reconnaissance mutuelle des droits de chacun des peuples, et j'ai toujours souscrit au programme politique de l'OLP et aux engagements qu'il comprend, y compris la reconnaissance du droit d'Israël à exister et à la renonciation à la violence. Je n'ai pas varié. Mais ma priorité principale, aujourd'hui, est de m'efforcer de faire en sorte que soient levées les sanctions économiques et de restaurer l'intégrité de notre système de finances publiques.

Une année dure et douloureuse après le début des sanctions est passée, et nous chancelons sous la pauvreté et le chômage. Aujourd'hui, pratiquement deux tiers de la population palestinienne connaît la pauvreté, avec un revenu par habitant à 60% de son niveau de 1999. Mais, comme l'a dit Thomas Jefferson, *"les flatteries de l'espoir sont aussi vaines et superficielles que l'ombre du désespoir."* En tant que Palestinien, il est de mon devoir d'espérer et de travailler sans relâche à ce que les rêves de mon peuple deviennent réalité.

Nous, les Palestiniens, rêvons de mener une vie normale. Nous rêvons du jour où les agriculteurs palestiniens de Cisjordanie ne verront plus leurs récoltes détruites pour faire place à des routes réservées aux Israéliens. Nous rêvons du jour où les enfants palestiniens ne devront plus braver les check points pour aller à l'école, et où les 1,4 million de Palestiniens de Gaza ne seront plus confinés dans leur territoire, coupés du reste du monde. Comme tous les autres peuples, nous méritons d'être libres sur notre terre. Nous méritons des institutions démocratiques, transparentes et qui rendent des comptes. Et nous méritons de vivre en paix et dans la coopération économique avec tous nos voisins, y compris Israël.

Pendant des années, la communauté internationale a encouragé et soutenu les Palestiniens à bâtir des institutions démocratiques qui serviraient de fondations à notre futur Etat. L'aide des pays donateurs a servi à payer des écoles, des hôpitaux et des routes, ainsi qu'à soutenir une bonne gouvernance et à apporter leur savoir-faire dans le domaine du fonctionnement des institutions.

J'ai été une première fois ministre des finances, entre juin 2002 et décembre 2005. J'ai joué alors un rôle majeur pour rétablir la transparence et la responsabilité dans les finances du gouvernement, en introduisant une série de réformes profondes et variées, qui ont contribué à ce que nos finances publiques répondent aux critères internationaux. Ces réformes ont compris la consolidation de toutes les recettes gouvernementales du ministère des finances, la suppression des dépenses hors budget et la publication régulière des positions financières détaillées.

Depuis le début des sanctions internationales, l'aide a continué à affluer, ce qui a permis d'éviter la faim. Mais, en faisant parvenir des fonds en passant par-dessus le ministère des finances [alors occupé par un ministre du Hamas, ndt], les donateurs ont, sans l'avoir voulu, contribué à revenir sur ces succès. De nouveau, l'argent qui arrive ne peut plus être tracé, et nous ne pouvons plus garantir qu'il ne soit pas mal utilisé.

Il est un fait, également, que notre dépendance vis-à-vis de l'aide internationale augmente à mesure que notre développement économique est bloqué. Par exemple, en 2005, seuls 16% de l'aide envoyée par l'Union européenne à la Palestine était définie comme humanitaire. L'année dernière, ce pourcentage s'est élevé à 56%. Nous ne souhaitons pas être une nation de mendiants, dépendante du monde pour nourrir son peuple. Nous avons les capacités, le niveau d'éducation et le talent pour bâtir une économie prospère et une démocratie forte. Mais cela nous est impossible tant qu'Israël ferme nos frontières et retient les recettes fiscales qu'il nous doit, et tant que les règles bancaires américaines empêchent les banques de traiter les opérations financières du gouvernement.

Pour que nous puissions recommencer à développer les institutions et les systèmes qui nous rendront auto-suffisants et qui conforteront les fondations de notre futur Etat, il faut que les sanctions soient levées.

Depuis longtemps, les Etats-Unis (comme le reste du monde) reconnaissent que la création d'un Etat palestinien indépendant et viable en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et dans la Bande de Gaza représente le moyen de sortir de ce conflit vieux de près de 60 ans. Mais, en attendant que la communauté internationale fasse preuve de volonté politique pour aider à parvenir à un règlement global, règlement qui offrira aux Palestiniens la liberté de

bâti leur propre économie sur leur propre terre, nous tous continuerons à payer cher. Le désespoir continuera à éroder l'espoir. Et n'oublions pas les paroles de Jefferson, l'espoir peut être "vain et superficiel".

Salam Fayyad

Ministre des finances du gouvernement palestinien

Daily Star, 7 avril 2007

Homme politique palestinien, Salam Fayyad est né en 1952 à Dayr al-Ghassun près de Tulkarem. Après des études d'ingénierie à l'Université américaine de Beyrouth et un doctorat d'économie à l'Université du Texas à Austin, il travaille à Amman (Jordanie) dans le privé puis enseigne à l'Université du Yarmouk. Il fait ensuite de la recherche à l'Université du Texas et travaillera à la Banque mondiale à Washington. Il sera le représentant résident en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza du Fonds monétaire international, puis dirigera brièvement l'Arab Bank en Cisjordanie, avant d'être nommé ministre des Finances par Yasser Arafat en 2002. Il a conservé ce poste dans le gouvernement formé en 2005 par le Premier ministre Ahmed Qoreï, sous la présidence de Mahmoud Abbas. Il dirige également le directorat du Fonds palestinien d'investissement. En 2006, il est remplacé par Omar Abdel Razeq (Hamas). En 2007, il sera renommé ministre des Finances dans le gouvernement d'union nationale palestinien.

Traduction : Gérard, La Paix Maintenant

Sources [CCIPPP](#)

Posté par Adriana Evangelizt

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Des cas d'antisémitisme dans l'armée israélienne .

Ceci ne nous étonne point. Israël est en train de se russifier et avec un Lieberman au gouvernement, qu'attendre à part du racisme ?

Un jeune Israélien d'origine française vient de porter plainte pour une série d'agressions à caractère antisémite survenues durant son service militaire sur une base de Tshal. Cet appelé, qui a immigré en Israël pour échapper à l'antisémitisme en France, s'est retrouvé confronté à un groupe de nouveaux immigrants russes néonazis durant son entraînement.

Son cas, révélé hier par le quotidien Maariv, n'est pas isolé en Israël, qui se veut pourtant un refuge pour les Juifs persécutés à travers le monde. Ces dernières années, des croix gammées et des inscriptions antisémites ont été retrouvées sur des murs d'écoles et de synagogues en Israël.

Les faits se sont produits aux mois d'août et septembre derniers. Selon l'avocat de la victime, qui tient à conserver l'anonymat, les appelés d'origine russe ont dessiné des svastikas et effectué des saluts hitlériens en hurlant Heil Hitler devant lui. « Ils l'ont aussi traité de zhid (un mot russe injurieux pour les Juifs) et l'ont frappé, explique au Figaro son avocat, maître Eli Saban. Mon client s'est présenté à son service militaire en pleine santé et a subi un choc émotionnel important. Résultat de ce stress : il est maintenant diabétique et doit subir des injections d'insuline. »

Âgé de 19 ans, le plaignant a été démobilisé il y a deux mois, après seulement six mois de service militaire au lieu des trois ans obligatoires. Les faits sont survenus dans un camp d'entraînement spécial réservé aux nouveaux immigrants, où les exercices militaires sont accompagnés de cours de langue intensifs.

Dans sa plainte, le jeune homme écrit que « ces comportements ont fait ressurgir le sentiment de terreur qui m'accompagnait en tant que Juif lorsque je vivais en France. Cela me rappelle l'antisémitisme que j'ai laissé derrière moi et auquel je ne pensais pas être confronté dans l'État juif en général et au sein de Tshal en particulier ».

« Plusieurs centaines de néonazis »

L'incident antisémite le plus sérieux de ces dernières années en Israël s'est produit en mai 2005 lorsque la grande synagogue de Petah Tikva a été vandalisée et recouverte de croix gammées et de slogans antisémites. Un peu plus tard, un militaire a été condamné pour avoir créé le premier site Internet néonazi en Israël, comprenant des liens vers le livre Mein Kampf d'Adolf Hitler. Le site, « L'union des Israéliens blancs », affirmait représenter une communauté de « gens qui sont fiers d'eux et sont malades de vivre parmi des bâtards ».

La grande majorité de ces incidents sont perpétrés par des immigrants en provenance de l'ex-URSS, arrivés en Israël dans les années 1990, estime Zalman Gilichenski, responsable du centre Dmir, qui assiste les victimes d'actes antisémites en Israël. Sur près de 1,2 million d'immigrants venus des républiques de l'ex-URSS depuis le début des années 1990, plus de 300 000 n'étaient pas juifs, selon les chiffres du ministère israélien de l'Intégration. « Ces gens, qui ne se considèrent pas juifs, colportent les préjugés entendus dans les anciennes républiques d'Union soviétique, où l'antisémitisme est particulièrement virulent », explique-t-il.

Environ 500 incidents antisémites se produisent chaque année en Israël, selon les estimations de Zalman Gilichenski. D'après lui, il y aurait « plusieurs dizaines d'antisémites dans presque toutes les villes israéliennes. En tout, il y a plusieurs centaines de néonazis en Israël ».

Gilichenski affirme que les autorités israéliennes, promptes à dénoncer l'antisémitisme à travers le monde, sont embarrassées par ce problème qu'elles ignorent volontairement. « Israël veut ainsi protéger son image de refuge contre l'antisémitisme et les néonazis, affirme-t-il. Les autorités ne veulent pas mettre sur la place publique le

moindre incident qui pourrait nuire à cette image. »
Article de Patrick Saint Paul, Le Figaro 22 avril 2007
Sources [Geostrategie](#)
Posté par Adriana Evangelizt

29 Avril 2007

4-2 Rim al-Khatib : Quand l'Etat sioniste ne supporte plus les témoins de ses crimes.

Dr. Azmi Bishara est devenu indésirable chez les sionistes qui occupent son pays. Sheikh Raed Salah est menacé de mort par les groupes sionistes extrémistes et menacé d'expulsion de son propre pays par l'institution qui se fait appeler Etat et qui a occupé la Palestine, en 1948.

Certains ont voulu nous faire croire qu'un Etat qui se construit sur la terre d'un peuple spolié peut un jour devenir normal et se faire une place "normale" au sein des peuples civilisés. Nous savions qu'il est impossible à Israël de se civiliser. Un Etat fondé sur la spoliation, sur le racisme, sur l'expulsion et l'oppression du peuple palestinien et des peuples arabes ne peut qu'aller dans ce sens, surtout lorsqu'il tire sa force et son arrogance des Etats impérialistes, Etats-Unis et Europe, qui le soutiennent et le maintiennent en vie.

Aujourd'hui, il devient de plus en plus clair que l'Etat sioniste ne supporte plus la présence des Palestiniens de 48. Pendant un temps, il a bien été obligé de leur accorder "sa" citoyenneté, mais aujourd'hui, c'est trop... Imaginez-vous, "ils" en ont abusé. "Ils" ont osé réclamer des droits, dans l'Etat juif et pour les Juifs, comme s'ils étaient chez eux et "ils" osent rejeter le caractère juif de cet Etat....

Ce sont des Arabes, des chrétiens, des musulmans, des druzes, comme aime Israël à les distinguer, à les dissocier, pour ne pas dire palestiniens. Et avec ça, ils osent rester dans ce pays (en fait dans leur pays). Ils ne se considèrent même pas immigrants, mais propriétaires légitimes de ce pays envahi par les sionistes venus d'Europe et d'ailleurs, venus pour prendre ce qui ne leur appartient pas. Ils se comportent comme s'ils étaient chez eux, affirment leur solidarité avec leurs frères bombardés et emprisonnés, font des conférences sur le nationalisme arabe et la libération de la terre, se mobilisent pour le Naqab, pour al-Quds, pour al-Lid, Yafa, la Galilée, et même le Golan, rassemblent leur peuple, saluent la résistance au Liban et prennent position contre les traîtres arabes.... Tout cela, profitant de la "démocratie blanche" sioniste.

Ces Arabes, chrétiens, musulmans, druzes, ce sont les Palestiniens de l'intérieur, ceux qui se battent quotidiennement non plus pour rester en vie dans cet Etat spoliateur, mais pour réclamer leurs droits nationaux. Ils ont fini avec la mascarade de réclamer des "droits égaux" car on ne peut être l'égal de son oppresseur. Ce fut un leurre, ou une étape. L'institution israélienne est incapable de les intégrer car elle est fondamentalement raciste et coloniale. L'illusion de la présence de députés palestiniens à la Knesset est en train de s'évanouir... Car ces Palestiniens, qui vivent dans leur pays, qui ne veulent pas s'en aller, sont les gardiens des lieux saints, des lieux profanes, des lieux palestiniens. Ils sont les témoins des crimes et des actes abominables commis lors et depuis la fondation de cet Etat. Ils sont une épine dans le pied de l'Etat colonial et comptent le rester.

Dr. Azmi Bishara est sous la menace d'une expulsion, arrestation. Il est accusé, selon un dossier secret par la Shabak et l'institution sioniste, alors qu'il a joué le jeu de leur démocratie. Mais la presse sioniste aux abois se permet de localiser et de diffuser la photo de sa maison, de diffuser des "fuites" des services sécuritaires, créant un état d'alerte au sein de la population palestinienne. C'est par la presse sioniste que les Palestiniens essaient de comprendre ce qui "reproché" au président du Rassemblement national démocratique, car ni la Shabak, ni les autres institutions ne veulent parler directement aux Palestiniens. Après la menace qui pèse sur le mouvement islamique, sur le mouvement Abnaa al-Balad, c'est maintenant au tour du Rassemblement, surtout que ce dernier a fait un coup de maître ces derniers temps, en axant sa campagne contre le service civil des Palestiniens au profit de l'institution coloniale sioniste, et notamment contre le service militaire imposé aux Druzes palestiniens. Il semblerait, d'après certaines déclarations palestiniennes, que l'Etat sioniste en soit excédé...

En fait, l'attaque contre dr. Azmi Bishara est une attaque contre tous les Palestiniens de l'intérieur, et notamment ceux qui refusent de se taire et qui réclament leurs droits nationaux.

Pour l'institution sioniste, ils sont un danger démographique (ce fut le cauchemar de Golda Meier) et pour la shabak, récemment, ils sont devenus un danger stratégique, pire que celui représenté par l'Iran, paraît-il. Dans son rapport, la Shabak conseille les arrestations et l'interdiction de partis et mouvements palestiniens qui refuseraient de se plier à la règle du caractère juif de l'Etat d'Israël. Refuser ce caractère équivaudrait à un crime ou un acte de "traîtrise"....

Un peuple désarmé, un peuple dont la seule force est de rester dans son pays et de réclamer ses droits, ce peuple est devenu un danger stratégique pour l'institution sioniste. Ne pouvant faire face au Hezbollah, ne pouvant faire face au gouvernement palestinien issu de l'Autorité palestinienne, ne pouvant faire face aux Palestiniens de 48, Israël prend la fuite en avant....

C'est ainsi que s'effondrent les empires...

Sources [Geostratégie](#)
Posté par Adriana Evangelizt

4-3 Point de vue de Gideon Lévy : Ce gouvernement est le gouvernement de qui ?

Il faudrait appeler à l'aide le Conseil à la Consommation car la fraude est de taille. Dans la marée de voleurs, de fraudeurs, d'escrocs, d'arnaqueurs qui nous entoure, c'est de toutes, la plus grande supercherie. La majorité des

citoyens israéliens ont voté en faveur d'un gouvernement centriste, peut-être même un petit peu à gauche que ça, et ils ont eu droit à un des gouvernements le plus à l'extrême droite de l'histoire d'Israël. Nous avons voté pour Kadima, qui promettait la convergence et la fin de l'occupation ; nous avons voté pour Ehoud Olmert, le flanc gauche d'Ariel Sharon, qui a été porté (exclusivement) par le succès du désengagement ; nous avons voté pour Shimon Peres, qui promet toujours la paix ; nous avons voté pour le parti Travailleuse dont les dirigeants ainsi que la ministre de l'éducation ont été des militants de « La Paix Maintenant » ; nous avons voté pour les Pensionnés qui ne tenaient pas un discours de droite ; nous avons voté pour le big bang qui devait être annonciateur d'un tournant pragmatique. Et qu'avons-nous eu ? Le monde entier le sait déjà, mais nous avons encore à en convenir : un sombre gouvernement de droite.

Les 28.000 participants au [sondage mondial organisé par la BBC](#) dans 27 pays ont récemment décrété que c'était l'Israël d'Olmert qui, avec l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad, avait sur le monde l'influence négative la plus grande. Le gouvernement actuel y a une part importante et cela indiffère les Israéliens que l'on ait d'eux cette perception. Dans un Etat où l'on est si prompt à poursuivre en justice toute agence de voyages pour un voyage organisé qui n'a pas rencontré toutes nos attentes, la masse des électeurs victimes d'une énorme fraude garde le silence. Les colons établissent un nouvel avant-poste illégal à Hébron, la majorité des Israéliens ne sont pas intéressés par la colonie la plus criminelle de toutes, et que dit leur gouvernement ? En son sein se dessine déjà un front opposé à l'évacuation. La Ligue Arabe tend la main à la paix, 52% des Israéliens qui ont entendu parler de l'initiative saoudienne disent qu'elle peut constituer une base pour des négociations, et que dit leur gouvernement ? Il prend un air revêché et laisse passer la chance. On voit se dessiner un espoir de libération de Gilad Shalit et d'instauration d'un nouvel état d'esprit avec les Palestiniens, 45% des Israéliens sont favorables à la libération de prisonniers « ayant du sang sur les mains », 36% seulement s'y opposent, et leur gouvernement ? Il rejette d'emblée la proposition palestinienne. La majorité des Israéliens répond aux sondages en se disant favorable à la création d'un Etat palestinien et favorable à l'évacuation des colonies. Et que fait leur gouvernement pour réaliser cette aspiration de son électorat ? Rien. Il y a longtemps qu'un fossé aussi profond ne s'était pas creusé entre les positions de la population et celles du gouvernement, un fossé qui fausse le sens de la démocratie.

Cet écart atteint son record dans [l'affaire de la maison à Hébron](#). Au sein de ce gouvernement qui a fait de l'évacuation des implantations sa devise, siège plus d'un ministre s'opposant à l'évacuation d'une maison habitée sans permis. Une seule et unique maison. Qui s'y oppose ? Seulement Avigdor Lieberman ? Non. Le Premier ministre lui-même, qui se serait déjà engagé, aux dires du député Effi Eitam, à ne pas faire évacuer la maison. Puis aussi Roni Bar-On, du parti « modéré » Kadima, Eli Yishai du parti Shass, et encore Rafi Eitan du parti des Pensionnés. « Territoire israélien » : c'est comme cela qu'Eitan appelle le cœur de la ville palestinienne dont près de 20.000 habitants ont déjà été contraints de fuir la terreur des colons.

Jamais la position des colons n'aura été plus mauvaise dans l'opinion publique. Jamais leur position n'aura été meilleure au sein du gouvernement. Nous avons pensé que le désengagement nous libérait de leurs caprices, qu'eux-mêmes s'étaient révélés n'être que des tigres de papier, et voilà que leurs manœuvres d'intimidation pèsent à nouveau sur le gouvernement comme dans leurs grands jours. De nouveau, les Marzel provoquent et de nouveau, ils triomphent. Combien d'Israéliens ont-ils jamais visité Hébron ? Combien d'entre eux ont-ils vu cette horreur de leurs yeux ? Et voyez combien d'entre eux sont prêts à continuer de supporter ainsi les méfaits des colons, de payer pour eux un prix aussi lourd - et à se taire.

Il n'y a pas de protestation en Israël, et pas de centre. Le radicalisme est seul à parler : les débris de l'extrême gauche s'en vont encore manifester, et les colons continuent leur extorsion. Si la source de leur pouvoir résidait jadis dans un large soutien du public, elle réside aujourd'hui dans une apathie qui embrasse tout. Dans une société plongée dans le coma, ils sont en mesure de continuer à intimider Olmert, Bar-On et Eitan. Pour un gouvernement plongé dans le coma, l'inaction tourne à l'extrémisme de droite .

Mais maintenant le soupçon se porte sur nous. Se pourrait-il que quand nous votons pour le centre et la gauche, nous voulions en réalité la droite ? C'est peut-être cela que nous voulons vraiment dire ? Un gouvernement de droite nationaliste. Et peut-être que tout le reste, le discours soi-disant éclairé portant sur la fin de l'occupation et l'évacuation des colonies, les droits de l'homme et un Etat palestinien, n'est rien de plus que tour de passe-passe, manière de se mentir à soi-même ?

Gideon Lévy –

Ha'aretz, 15 avril 2007

Version anglaise : [Whose government is this ?](#)

Traduit de l'hébreu par Michel Ghys

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Dossier de Comité 'Droit au Retour France 29 novembre 1947' : Le partage et l'occupation de la Palestine.

Comité Droit au Retour France, Membre de la Confédération européenne des comités droit au retour ainsi que de la Coalition internationale des comités droit au retour le 30 novembre 2005, membre du Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP) - Transmis par Justice Palestine : justicepalestine@hotmail.com

Les grandes puissances négocient des plans de partage de la Palestine qui débouchent, le 29 novembre 1947 à l'ONU, sur la proposition de la création de deux Etats et de la zone internationale de Jérusalem (résolution 181). Il faut cependant noter que la population palestinienne n'a jamais été consultée et son autodétermination n'a pas été respectée.

Les grandes puissances partagent un territoire arabe qui ne leur appartient pas.

Les grandes puissances (1). (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) négocient des plans de partage de la Palestine qui débouchent, le 29 novembre 1947 à l'ONU, sur la proposition de la création de deux Etats et de la zone internationale de Jérusalem (résolution n° 181).

Bilan du partage des Nations-Unies un Etat arabe de 12.000 Km² qui comprend 735.000 habitants, dont 10.000 juifs

- un Etat juif de 14.200 Km² avec 905000 habitants dont, 507.000 arabes
- une zone internationale à Jérusalem de 205.000 habitants, dont 100.000 juifs.

Il faut cependant noter que la population palestinienne n'a jamais été consultée et son autodétermination n'a pas été respectée (ceci est contraire aux principes de la charte des Nations-Unies - chapitre 12).

Les grandes puissances partagent un territoire arabe qui ne leur appartient pas.

En 1918, il y avait en Palestine 56.000 juifs sur une population de 700.000 habitants. En 1946, il y avait 608.000 juifs sur une population de 1.850.000 habitants.

Première guerre israélo-palestinienne et expulsion des Palestiniens avant la fin du mandat britannique.

Pendant de longues années(2), le gouvernement israélien prétendait que les Palestiniens avaient quitté leur pays sur appel des dirigeants arabes. Erskine Childers, un journaliste anglais, a été le premier en Occident à démystifier cette falsification historique. Il a auditionné la totalité des émissions radiophoniques diffusées au Proche-Orient à l'époque.

Il a démontré que les seules émissions incitant la population palestinienne à partir sont d'origine sioniste.

Ces émissions développaient de façon volontairement menaçante le thème de l'extermination à laquelle sont promis ceux qui restaient en Palestine.

Des historiens israéliens (Flapan, Morris, etc.) ont confirmé par la suite que se sont bel et bien les forces armées sionistes qui ont provoqué le départ des Palestiniens.

Dès le vote du plan de partage, **le 29 novembre 1947**, les groupes terroristes sionistes, agissent dans la continuité des plans A, B et C, tentent d'occuper par la force la Palestine (déjà avant le départ des Anglais 15 mai 1948) et expulsent les Palestiniens qui résistent.

Ben Gourion dit à l'époque (3) : *"La ville neuve de Jérusalem a été occupée et les guérilleros ont été chassés de Haïfa, de Jaffa, de Tibériade et de Safad quand les forces de la puissance mandataire étaient encore présentes... La Haganah fit bien son Travail... Les Arabes ont commencé à s'enfuir des villes presque dès le début des désordres, dans les premiers jours de décembre 1947..."*

A mesure que les combats s'étendaient, Bédouins et Fellahs se joignirent à l'exode..."

Plan des opérations sionistes au-delà du plan de partage

L'ampleur des troubles pousse les Etats-Unis à tenter de freiner la marche vers le bain de sang(4). Le département d'Etat et le Pentagone avaient peur de perdre les "Arabes", pour lesquels ils avaient des projets de constitution de "cordons sanitaires" contre le "péril rouge".

C'est pourquoi, le 19 mars 1948, le délégué américain demande au Conseil de Sécurité de l'ONU, la suspension du Partage de la Palestine et demande l'examen d'un plan de tutelle temporaire.

Les E-U craignent l'Union Soviétique, qui compte bien tirer profit de son soutien militaire et politique au mouvement sioniste (à l'ONU), pour le Plan de partage.

Le 1er avril 1948, l'ONU vote une trêve.

Le 4, la Haganah déclenche la première guerre de Palestine.

Le Comité pour les droits inaliénables du peuple palestinien de l'ONU, nous éclaire sur les véritables intentions des dirigeants sionistes de l'époque (5) : *" Les écrits de ces derniers nous montrent à l'évidence que la politique sioniste était d'occuper, durant la période du retrait britannique, un territoire aussi étendu que possible (y compris la rive occidentale) au delà des frontières attribuées à l'Etat juif par la résolution sur le partage"*

Et de citer un haut fonctionnaire israélien : *"En mars 1948, le haut commandement de la Haganah a préparé un plan opérationnel global " D " comme Dalet, en remplacement des plans A, B et C qui avaient orienté la stratégie de la Haganah au cours des années précédentes. La mission de la Haganah était aussi simple que révolutionnaire : s'assurer le contrôle du territoire attribué à l'Etat juif et... de ceux situés au delà, contre des forces ennemies..."*

De nombreux massacres ont été perpétrés en 1948.

Le plus connu fut celui de **Deir Yassine** qui a coûté la vie à 105 civils (le chiffre de 254 fût exagéré afin de pousser à l'exode),

il a été perpétré par des unités **Etzel** et **Stern**.

Ce sont presque deux cent villages palestiniens qui furent ainsi attaqués et pris par les forces sionistes avant la fin du mandat, le 15 mai 1948.

De nombreux habitants furent blessés ou tués. Tous les survivants furent expulsés ou s'enfuirent, terrorisés.

Une déclaration de **Ménaheem Bégin** aux Etats-Unis en été 1948 disait comment les choses s'étaient passées(6) :

"Dans le mois précédant la fin du Mandat, l'Agence Juive décida de faire sortir les Arabes des villes avant l'évacuation des troupes britanniques...

L'Agence juive en vint à un accord avec nous (Irgoun) pour que nous exécutions ces arrangements, tandis qu'ils répudieraient tout ce que nous ferions et prétendraient que nous étions des éléments dissidents, comme ils le faisaient quand nous combattons les Britanniques.

Alors nous avons frappé avec force et mis la terreur dans le coeur des Arabes. Ainsi nous avons accompli l'expulsion de la population arabe des régions assignés à l'Etat juif".

L'amalgame, nous dit **Elias Sanbar** (7), qui est fait entre la première guerre de Palestine et la première guerre israélo-arabe n'est pas innocent.

En confondant la première dans la seconde, on évite le débat sur l'expulsion massive des Palestiniens, présentée alors comme le résultat "accidentel" de l'entrée des Etats Arabes en Palestine (en mai 1948) et de la guerre de défense des juifs contre une "invasion extérieure". Les juifs y font figure d'agressés.

Mais il y a eu deux guerres : le 15 mai, date de l'entrée en guerre des troupes des différents Etats arabes, la Palestine est déjà conquise par les Israéliens, et les Palestiniens, qui ont laissé 14813 morts sur le terrain, sont déjà des réfugiés **La déclaration de la création de l'Etat d'Israël, en mai 1948.**

Le vendredi 14 mai 1948 s'ouvre, à 16 h, dans la petite salle du musée de Tel Aviv, la cérémonie de proclamation de l'Etat d'Israël. **Ben Gourion** lit la déclaration d'indépendance, puis la fait signer. Cela dure une demi-heure, juste avant que ne débute le shabbat.

Le texte de Ben Gourion se réfère à la décision du 29 novembre 1947 (résolution no 181 de l'ONU), mais n'en retient que le projet d'établir un Etat juif. Ni le partage de la Palestine, ni la création d'un Etat arabe, ni le statut spécial de Jérusalem ne sont évoqués. Ne sont pas précisées non plus les frontières d'Israël.

Vers minuit, le Mandat britannique prend fin. Les Anglais ne transfèrent pas le pouvoir, ils l'abandonnent. Le premier acte du gouvernement d'Israël est l'abrogation des restrictions à l'immigration juive.

La proclamation dit notamment (9) :

"Nous déclarons ici qu'à partir de la date d'expiration du mandat, c'est-à-dire le 15 mai à 0 heures, une constitution nationale devra être établie par une Assemblée Constituante dont les travaux devront être terminés au plus tard le 1er octobre 1948.

Le Conseil national actuel fera fonction de Conseil d'Etat provisoire, et son organe exécutif - l'administration nationale - constituera le gouvernement provisoire de l'Etat d'Israël.

L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays, et leur arrivée permettra de favoriser le développement de tous ses habitants.

L'Etat d'Israël sera bien fondé sur les préceptes de la justice, de la liberté et de la paix qu'ont enseignés les prophètes hébreux.

Il établira une complète égalité des droits de tous les citoyens sans distinction de race, de foi ni de sexe, et garantira la pleine liberté de culte, l'éducation et la culture pour tous.

Il garantira le caractère sacré et l'inviolabilité des lieux saints de toutes les religions.

Il se conformera aux principes de la Charte des Nations Unies".

Première guerre israélo-arabe

Les armées des pays arabes pénètrent en Palestine dès le 15 mai 1948.

En 1949, l'armistice est signé entre Israël, l'Egypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie.

Le 3 avril 1949, la Jordanie annexe la Cisjordanie (20,5 % de la Palestine), et fonde le "Royaume hachémite de Jordanie". L'administration égyptienne contrôle la bande de Gaza (1,5 % de la Palestine)(10).

Les Palestiniens interdits de retour dans leurs foyers

Le 11 mai 1949, Israël a été admis en tant que membre de l'ONU.

Le préambule de la résolution 273 (III), relative à cette admission, renvoie à la **résolution 194** du 11 décembre 1948 qui reconnaît aux réfugiés palestiniens qui le désirent, le droit "*de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins et des indemnités doivent être payées à titre de compensation, pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé*".

Ce droit au retour a été confirmé plus de 110 fois par les Nations-Unies mais il a toujours été rejeté par Israël. Des réfugiés ont essayé de revenir dans leur pays à travers les frontières. L'Etat d'Israël cependant les expulsait à nouveau.

En 1954, une loi a été promulguée prévoyant des sanctions sévères contre les "infiltrés" et leur réexpulsion. Cette loi n'est appliquée qu'à l'égard des non-juifs qui reviennent dans leurs pays.

Le **comte Bernadotte**, observateur de l'O.N.U, affirme(12) : "*Ce serait une violation des principes de justice les plus élémentaires, si les victimes innocentes du conflit (les réfugiés arabes palestiniens) se voyaient refuser le droit de retourner dans leurs foyers, alors que les immigrants juifs affluent et ferment ainsi la porte au retour des réfugiés arabes dans les terres qu'ils possédaient depuis des siècles.*

De nombreux rapports font état de l'usurpation, du pillage et de la destruction de villages entiers, sans aucune raison militaire apparente."

Le lendemain de la présentation de son rapport aux Nations-Unies (16 septembre 1948), le comte Bernadotte est assassiné par les sionistes du groupe Stern.

Ben Gourion affirme : "*Nous devons tout faire pour qu'ils (les réfugiés palestiniens) ne reviennent jamais*".

Au total, **Israël détruisit 531 villages afin d'interdire définitivement le retour des expulsés palestiniens** qui sont au

nombre d'environ 6 millions de personnes. Ils constituent aujourd'hui les deux tiers du peuple palestinien. Ils sont les oubliés de l'histoire.

Le nombre des réfugiés en 1948^[13]

Selon **Elias Sanbar** environ 900 000 Palestiniens seront expulsés (Livre : "Palestine 1948") déjà un mois avant la guerre de mai 1948.

En 1948, après la guerre, 8,2 % du peuple palestinien vivait à l'intérieur de la ligne verte (Israël), 30,8 % en Jordanie et Egypte, et 61 % peuplaient les 57 camps de réfugiés répartis comme suit : 15 camps au Liban (14 % des réfugiés), 10 en Syrie (9 %), 24 en Jordanie (55 %) et 8 dans la bande de Gaza (22 %).

"C'est une histoire d'adolescent : j'ai eu de la chance d'être élevé dans une école palestinienne, pour réfugiés palestiniens. Je m'en rappellerai toujours...

A l'école, sur la première page de tous les livres qu'on avait, que ce soit en histoire, en géographie, en grammaire ou en n'importe quelle matière, il y avait toujours le portrait de notre fameux roi Abdallah. La seule chose qu'on faisait la première journée de l'année scolaire, c'était notre prof qui venait le matin : on le saluait...

La première chose qu'il disait, "*Les enfants ouvrez vos livres*".

Au lieu de nous demander d'ouvrir le livre à la page qui nous intéressait pour étudier, il disait : "*D'abord la première page*".

La première page bien entendu, c'était le portrait du roi.

Il disait : "Déchirez-la" ! Alors chaque enfant commençait à déchirer le portrait du roi.

A ce moment, il précisait : "Les enfants, c'est le portrait de celui qui nous a trahis, qui a vendu la Palestine : alors on ne peut l'admirer tous les jours..." (Souvenirs d'exilés)

[Comité Droit au Retour France](#)

comiteretourfrance@hotmail.com

Notes

[1] Les Palestiniens, BT2 n° 253, 1993, l'Ecole moderne française.

[2] El Deeb Sami, La liberté religieuse en Israël, (inédit), Assoc. Emmaüs, Suisse.

[3] Origines et évolutions du problème palestinien, 1917 - 1988, ONU, New York, 1990, 301 p.

[4] Sanbar Elias, Les Palestiniens dans le siècle, Paris, Découvertes Gallimard, 1994, 176p.

[5] Origines et évolutions du problème palestinien, 1917-1988, ONU, NewYork, 1990,301 p, p 144-145.

[6] Journal libanais "El Hayat", 20 déc 1948. Citée par Musa Alami, "The lesson of Palestine. Middle East journal, vol 3, oct 1949, n°4, pp 381 - 382.

[7] Sanbar Elias, Les Palestiniens dans le siècle, Paris, Découvertes Gallimard, 1994, 176p. p.57.

[8] Khalidi Walid, Avant leur diaspora - Une histoire des Palestiniens par la photographie, (1876 - 1948), éditions de la Revue d'Etudes Palestiniennes, 1986.

[9] La création de l'Etat d'Israël, La documentation française, Paris, Dalloz, 1993.

[10] Ibid.

[11] Les Palestiniens, BT2 n°253, L'Ecole Moderne Française, 1993

[12] Les Palestiniens, BT2 n°253, l'Ecole Moderne Française, 1993.

[13] Sanbar Elias, Palestine 1948, l'expulsion, Paris, éd. la Revue d'Etudes Palestiniennes.

28 Avril 2007